

Diagnostic du système de vulgarisation en zone SOFITEX : cas des régions cotonnières de Dédougou et de Houndé du Burkina Faso

Germain Aimé TRAORE^{1*}, Jacques SAWADOGO², et Florent Y. LANKOANDE¹

¹ *Institut de Développement Rural, Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso (UPB),
01 BP 1091 Bobo-Dioulasso 01, Burkina Faso*

² *Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA), Département Gestion des Ressources
Naturelles et des Systèmes de Productions, Laboratoire Sol-Eau-Plantes,
01 BP 476 Ouagadougou 01, Burkina Faso*

* Correspondance, courriel : genetraore@univ-ouaga.bf

Résumé

Le présent travail a consisté à faire le diagnostic du système de vulgarisation de la Société Burkinabé des Fibres Textiles (SOFITEX), il a été réalisé dans la zone cotonnière Ouest du Burkina Faso précisément dans les régions cotonnières de Dédougou et Houndé. L'objectif de cette démarche visait à caractériser les producteurs de coton d'une part et d'autre part, à évaluer le niveau d'accès aux services de vulgarisation. On a également évalué la qualité du service technique et le niveau de production des différentes catégories de producteurs de coton en fonction du type de vulgarisation reçu. Les données ont été collectées à travers une enquête auprès 104 producteurs de coton et de 12 agents d'appui-conseil répartis dans six départements des deux régions cotonnières considérées, Dédougou et Houndé. Les producteurs ont été échantillonnés suivant les caractéristiques suivantes : niveau d'équipement agricole, adhésion ou non au Conseil à l'Exploitation Familiale (CEF). Les tests statistiques utilisés pour l'analyse des données étaient l'analyse factorielle discriminante, le test de corrélation et le test T de Student. L'analyse des résultats de cette étude a montré que la vulgarisation doit être améliorée et associée à d'autres facteurs de production afin que les effets attendus soient significatifs.

Mots-clés : *diagnostic, système de vulgarisation, conseil à l'exploitation familiale, facteurs de production.*

Abstract

Diagnosis of extension system in SOFITEX zone: For cotton regions Dédougou and Houndé of Burkina Faso

This work was to make the diagnosis of SOFITEX extension system, it was carried out in the western cotton zone of Burkina Faso specifically in the cotton regions Dédougou and Houndé. The objective of this approach was to characterize cotton producers on one hand and on the other, to assess the level of access to extension services. We also evaluated the quality of technical service and the level of production of different categories of cotton producers based on the received type of extension. Data were collected through a survey of 104 cotton producers and 12 advisory support agents in six departments of the two cotton regions considered, and Dédougou Houndé.

The producers were sampled according to the following characteristics: level of agricultural equipment, membership or not of Operations Family Council (EFC). Statistical tests used for data analysis were discriminant factorial analysis, the correlation test and the Student's T test. Analysis of the results of this study showed that the extension must be improved and associated with other production factors so that the expected effects are significant.

Keywords : *diagnosis, extension system, consulting the family farm inputs.*

1. Introduction

Les approches sur le développement rural ont connu une évolution importante. L'agriculteur doit produire plus et mieux, tout en préservant les ressources naturelles et aussi comprendre les raisons des conseils qui lui sont prodigués. Avant d'adopter une innovation, il doit savoir tout ce que celle-ci va changer dans sa manière de travailler et de vivre [1]. La modernisation de l'agriculture impose à l'agriculteur de calculer ses dépenses en fonction de ses revenus, elles-mêmes tributaires des rendements et des prix ; il devra investir, acheter et vendre, en un mot « gérer » son exploitation. Les efforts à mener en faveur du développement rural sont les efforts de toute la population concernée et ceux des services de vulgarisation en particulier. Ainsi, l'agriculteur et les structures qui le représentent, doivent devenir des partenaires de la vulgarisation. La vulgarisation doit donc s'adresser non seulement aux individus, mais également aux groupements de producteurs et aux associations villageoises. La recherche et le transfert des technologies ont été reconnus par le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) comme les facteurs principaux de la sécurisation alimentaire durable et de l'éradication de la faim et de la pauvreté en Afrique [2]. En effet, la vulgarisation agricole est un des maillons importants du développement de l'agriculture à travers la diffusion et l'adoption des technologies issues de la recherche et des savoirs locaux. Elle serait donc le pilier de la recherche-développement. En effet, la recherche agricole bien que performante n'aurait d'impacts que si les services de vulgarisation publics comme privés, parviennent à faire adopter les technologies par les bénéficiaires.

Une perception parfois faussée de la vulgarisation prévaut malheureusement encore dans de nombreux pays en développement, en raison notamment du faible pouvoir d'influence des acteurs de la vulgarisation, d'une organisation inadéquate, et des médiocres perspectives d'évolution de carrière proposées aux agents de la vulgarisation. Les programmes de recherche agricole resteraient très théoriques s'ils ne pouvaient s'appuyer sur les apports des agents de vulgarisation qui rendent compte des problèmes irrésolus que les agriculteurs rencontrent sur le terrain. La recherche se concentre essentiellement sur la génération de technologies utiles, alors que la vulgarisation s'applique à l'adoption de ces technologies par les utilisateurs. Les instituts de recherche appliquée ont besoin de solides services de vulgarisation pour orienter leurs travaux sur les problèmes de terrain et les services de vulgarisation ont besoin d'un soutien technique fort de la part des instituts de recherche appliquée pour servir efficacement les communautés agricoles [3]. La performance de l'agriculture burkinabè serait donc fonction du dynamisme de la recherche agricole et de l'accélération de l'adoption des technologies par les services de vulgarisation publics comme privés. La vulgarisation agricole et l'appui conseil devraient s'adapter aux typologies des exploitations agricoles du pays qui sont en constante évolution ; mais aussi, devraient tenir compte également des spécificités agricoles régionales afin de répondre au mieux aux besoins des producteurs, en matière de renforcement de capacités et de paquets technologiques [4]. L'existence de plusieurs approches ou systèmes de vulgarisation et d'une diversité de catégories de producteurs ne rend pas cette tâche d'appui conseil facile. L'étude se propose de faire le diagnostic du système de vulgarisation dans deux régions cotonnières de la principale société cotonnière du Burkina Faso, la SOFITEX est une société d'état qui a pour missions :

Achat, transport et égrenage du coton graine, Commercialisation de la fibre et de la graine, Approvisionnement des agriculteurs en intrants agricoles, Aide au développement de la culture cotonnière et des cultures associées par son appui technique, ses services et sa participation au financement des mesures nécessaires à la recherche et au développement, Promotion directe des fibres textiles. Cette société entreprend des activités de vulgarisation au profit de ses producteurs, dans le but d'optimiser les rendements.

2. Méthodologie

2-1. Description de la zone d'étude

L'étude est réalisée dans la zone cotonnière de la SOFITEX précisément dans les régions cotonnières Dédougou et de Houndé (partie encerclée en rouge, *Figure 1*).

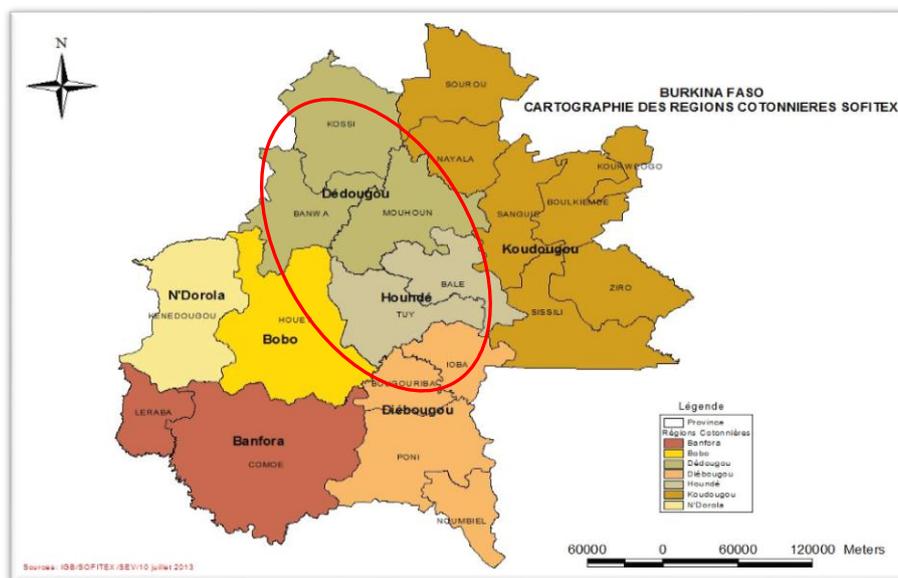


Figure 1 : Régions cotonnières SOFITEX, Source: Service suivi évaluation, juillet 2013

2-2. Localisation géographique

La région cotonnière de Dédougou est située au Nord-Ouest du Burkina Faso. Elle fait partie de la région de la Boucle du Mouhoun dont le chef-lieu est Dédougou; elle occupe environ 12 % du territoire national soit une superficie de 34 497 km² (Estimation de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), 2005). Elle regroupe les provinces du Mouhoun, de la Kossi et des Banwa. La région cotonnière de Houndé regroupe les provinces des Balé et du Tuy qui ont vu le jour à la faveur du réaménagement administratif de 1996. Elle couvre une superficie de 10 215 km².

2-3. Climat

La pluviométrie de la région cotonnière de Dédougou varie d'un point à un autre allant de 500 mm à 1400 mn et celle de la région cotonnière de Houndé est comprise entre 800 mm et 1000 mn. Ces deux régions sont caractérisées par deux grandes saisons: une saison humide d'avril à octobre et une saison sèche de novembre à mars [5]. Le coton est la principale culture de rente des régions cotonnières de Dédougou et de Houndé.

Cette culture constitue la première préoccupation de la plupart des agriculteurs de ces régions car elle est source d'économie. Elle se pratique beaucoup plus dans le sud de la Boucle du Mouhoun, appelé bassin cotonnier du Burkina.

2-4. Echantillonnage

Dans cette étude, la première population cible est constituée des producteurs de coton répartis dans deux régions cotonnières, celle de Dédougou et de Houndé. Dans ces deux régions cotonnières une enquête dans six (6) départements que sont : Ouarkoye, Dédougou et Solenzo dans la région de Dédougou puis Boromo, Koumbia et Bagassi dans la région de Houndé a été réalisée sur 104 producteurs. Le choix de ces deux régions est basé sur le fait qu'elles font partie du vieux bassin cotonnier et on y trouve tous les types de producteurs. Le choix des producteurs à interviewer a été fait de la façon snowball suivant les informations données par les agents sur les caractéristiques recherchées par notre échantillon : niveau d'équipements (manuels, attelés et motorisés) et d'adhésion au Conseil à l'Exploitation Familiale (CEF). Dans chaque département 20 producteurs ont été ciblés pour tenir compte de la diversité géographique. La deuxième population concernée dans cette étude se constitue des agents de vulgarisation de la SOFITEX ceux, qui interviennent dans l'appui-conseil aux producteurs. Dans chacun des six départements, une enquête de l'ensemble des Agents Techniques Coton (ATC) et des Correspondants Coton (CC) dont le nombre total était 12 a été réalisée. Les données de l'enquête ont été collectées à l'aide de deux fiches élaborées dans le cadre du travail (annexe 1). Les données ont été collectées entre novembre et décembre 2013 lors d'une enquête formelle à passage unique mais répété dans certains. L'enquête a été précédée d'une phase de pré-enquête qui a permis de tester la fiche, afin de mieux fixer les variables de tous les indicateurs pouvant permettre de diagnostiquer le système de vulgarisation.

2-5. Traitement et analyse des données

Les résultats sont les moyennes de 3 tests successifs. Toutes les données obtenues ont été soumises à une analyse de variance (ANOVA) avec le logiciel statistique XLSTAT-Pro 7.5 et les moyennes ont été comparées en utilisant le test T de Student au seuil de probabilité $p = 5\%$.

3. Résultats et discussion

3-1. Caractéristiques des producteurs

Les résultats ont montré que l'âge des producteurs enquêtés est compris entre 25 et 70 ans avec une moyenne de 45 ans (*Figures 2*).

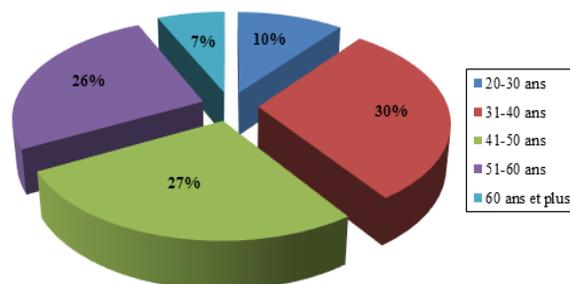


Figure 2 : Répartition des producteurs par classe d'âge

Selon cette **Figure 2**, plus de la moitié des producteurs (soit 60 %) ont un âge compris entre 41 ans et plus de 60 ans. Cette répartition pourrait présenter des avantages comme la bonne expérience dans le domaine de la culture du coton mais aussi des inconvénients comme la faible réceptivité à l'innovation et la résistance au changement. La moitié des producteurs enquêtés dans cette étude ont pris part au programme du conseil à l'exploitation familiale, ce programme dispensait des formations spécifiques axées sur la prise des meilleures décisions pour améliorer la situation personnelle des producteurs par un meilleur fonctionnement de leur exploitation [6].

3-2. Niveau d'instruction des chefs d'exploitation

L'alphabétisation constitue un facteur déterminant du développement et les bénéfices potentiels de celle-ci sont nombreux car les producteurs instruits constituent un soutien aux activités de production cotonnière (**Figure 3**). Ils sont pour la plupart des responsables d'organes de gestion et de suivi. Par conséquent, l'alphabétisation est définie comme un facteur contribuant à la réalisation des objectifs d'un bon nombre de programmes de développement [7].

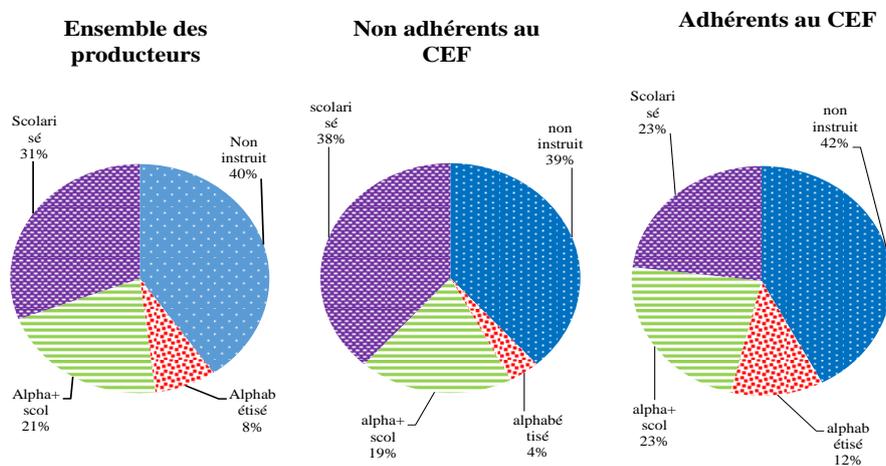


Figure 3 : Niveau d'instruction des producteurs

3-3. Evaluation du niveau d'accès et de la qualité des services de vulgarisation

La SOFITEX par l'intermédiaire de ses agents de terrain, organise des séances de formation à l'intention des cotonculteurs des six (6) départements concernés par l'étude. L'étude a révélé que seuls 13 % des producteurs enquêtés n'ont jamais bénéficié d'une formation quelconque, contre 87 % ayant participé au moins une fois, à une formation dans le domaine de la culture du coton (**Figure 4**). Les producteurs n'ayant jamais bénéficié d'une formation sont composés uniquement des producteurs manuels et attelés.

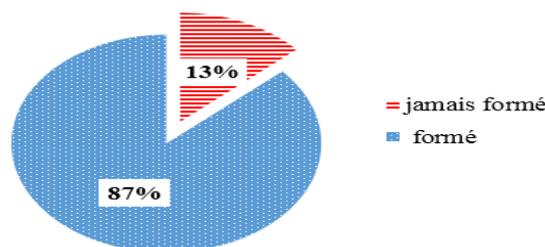


Figure 4 : Ratio de participation à une activité de formation

Le nombre de formations reçues diffère d'un producteur à l'autre et est compris entre 1 et 10. Les résultats du **Tableau 1** montrent que plus de la moitié des producteurs formés (52,22 %) n'ont reçu qu'une seule formation et très peu (environ 10 %) ont été formé plus de trois (3) fois.

Tableau 1 : Récapitulatif du nombre de formations dispensées en fonction de l'équipement des producteurs

Nombre de formations dispensées	Nombre de producteurs bénéficiaires par catégorie d'équipement			Total des producteurs	% Total
	manuel	attelé	motorisé		
[1-2]	7	57	7	71	78,89
[3-4]	3	12	0	15	16,67
[5-6]	1	2	0	3	3,33
[7-8]	0	0	0	0	0,00
[9-10]	0	1	0	1	1,11
Total général	11	72	7	90	100

3-4. Analyse de l'impact du type de vulgarisation sur le niveau de production

Dans cette partie de l'étude, seules les productions de coton sont concernées. En ciblant uniquement la production de coton, nous avons cherché à collecter des informations qui soient les plus précises (connaissance des superficies; des rendements et des rentabilités financières). Depuis la campagne 2010/2011 jusqu'à la campagne 2012/2013, les moyennes de superficies de coton emblavées par les producteurs de notre échantillon ont dans l'ensemble évolué faiblement dans le temps. Les moyennes des superficies sont passées de 4,72 ha à 5,91 ha, de 2010/2011 à 2012/2013, soit une augmentation de 1,9 ha (**Figure 5**).

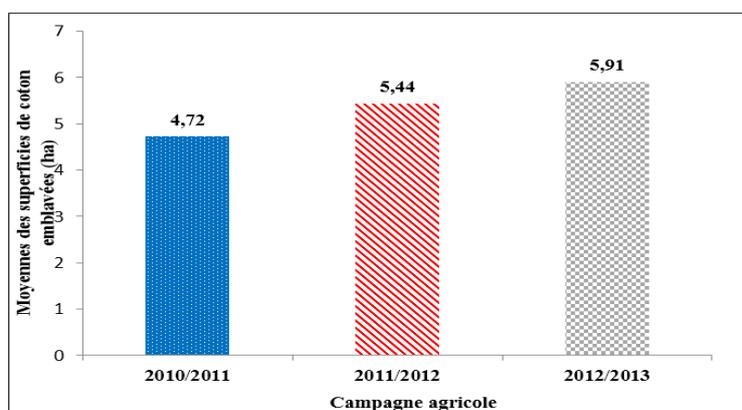


Figure 5 : Evolution des superficies de coton emblavées pour les trois dernières campagnes

La moyenne des superficies emblavées par les adhérents au CEF est passée de 4,59 ha à 5,46 ha entre 2010/2011 et 2012/2013 soit un écart de 0,87 ha et celle des non adhérents est passée de 4,88 ha à 6,33 ha dans la même période soit un écart de 1,45 ha. Les non adhérents ont emblavé plus de superficies de coton que les adhérents. D'une manière générale, les superficies totales des exploitations ont faiblement évolué dans le temps (entre 2010/2011 et 2012/2013). L'analyse statistique révèle qu'entre les moyennes des superficies de coton emblavées par les producteurs adhérant au CEF et ceux n'adhérant pas, il n'existe pas de différence significative au cours des trois dernières campagnes cotonnières (**Tableau 2** et **Figure 6**). Cela montre que le CEF n'a pas d'effet sur les superficies de coton emblavées par les producteurs.

Tableau 2 : Synthèse du test T de Student

Variances	t observé	Méthode	ddl	t critique	Pr > t	Seuil de signification
Inégales	-0,816	Satterthwaite	3,473	2,951	0,467	0,05
Egales	-0,816	Satterthwaite	4	2,776	0,460	0,05

La différence entre les moyennes n'est pas significative.

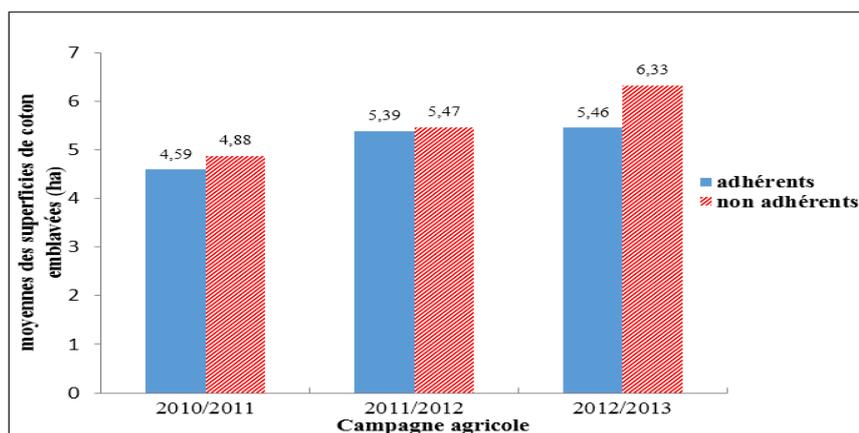


Figure 6 : Comparaison des moyennes de superficies emblavées de coton des adhérents et des non adhérents au CEF

Le récapitulatif de la répartition (%) des producteurs de l'échantillon par rapport à la culture principale en termes de superficies est consigné dans le **Tableau 3** ci-dessous.

Tableau 3 : Répartition des producteurs de l'échantillon par rapport à leur principale culture

Spéculations	Campagne agricole		
	2010/2011	2011/2012	2012/2013
coton	61 %	65 %	65 %
maïs	9 %	11 %	13 %
sorgho	18 %	16 %	14 %
mil	11 %	9 %	7 %
autres	1 %	-	1 %

L'observation des trois dernières campagnes agricoles montre que la majeure partie des producteurs (61 % en 2010/2011, 65 % en 2011/2012 et 2012/2013) a emblavé plus de superficies pour le coton que pour les autres spéculations. Le coton est donc la principale culture en termes de superficies pour la majeure partie des producteurs de notre échantillon.

3-5. Rendements

Aucune évolution graduelle des rendements n'a été observée durant les trois années de campagnes, suite à une baisse de rendement de 22 Kg pendant la campagne 2011/2012 suivi d'une hausse de 78 kg l'année d'après (**Figure 7**).

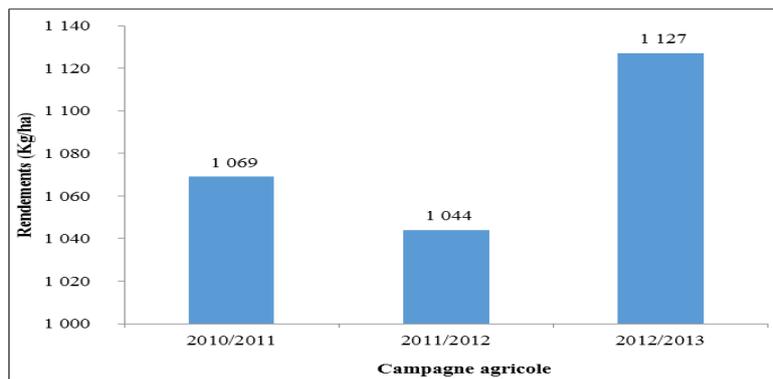


Figure 7 : Evolution des rendements durant les trois dernières campagnes

La comparaison des rendements des non adhérents et des adhérents a révélé que les rendements des adhérents étaient globalement plus importants sur toutes les trois dernières campagnes agricoles (**Figure 8**). On observe tout de même à la deuxième campagne 2011/2012 une baisse du rendement de 94 kg chez les adhérents par rapport à la première campagne 2010/2011. Cette baisse s'expliquerait par la baisse de rendement observé sur l'ensemble de l'échantillon la même année (**Figure 7**). Les rendements les plus élevés chez les adhérents pourraient s'expliquer par les enseignements reçus au CEF. Nos résultats sont similaires à ceux de [8] qui affirment que la formation agricole aide à la réussite, à l'organisation de l'exploitation sur une base productive, améliore les techniques et la gestion.

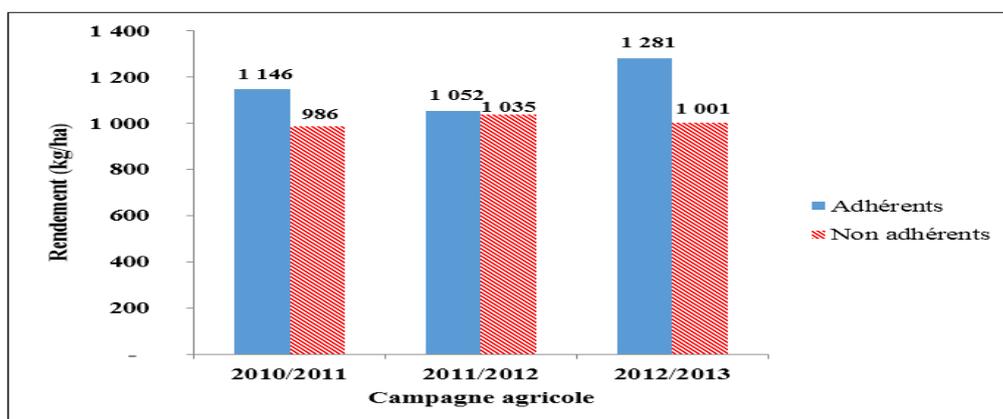


Figure 8 : Comparaison des rendements des adhérents et non adhérents au CEF

Cette différence de rendement n'étant pas significative on pourrait dire que la formation n'est pas le seul facteur influençant sur le rendement (**Tableau 4**). C'est pourquoi [9] soulignent l'existence de facteurs nécessaires pour l'application des innovations agricoles comme les intrants et autres facteurs de production, mais surtout des opportunités de marché pouvant justifier ou inciter les producteurs à investir dans l'innovation agricole.

Tableau 4 : Synthèse du test T de Student

Variances	t observé	Méthode	ddl	t critique	Pr > t	Seuil de signification
Inégales	2,239	Satterthwaite	2,190	3,965	0,143	0,05
Egales	2,239	Satterthwaite	4	2,776	0,089	0,05

Au seuil de signification $\alpha = 0,050$ on ne peut pas rejeter l'hypothèse nulle d'égalité des moyennes. Autrement dit, la différence entre les moyennes n'est pas significative. En ce qui concerne la comparaison des rendements des adhérents alphabétisés et non alphabétisés, La **Figure 9** montre une différence entre le rendement des adhérents alphabétisés qui est plus élevé que celui des adhérents non alphabétisés sur les trois dernières campagnes. Mais l'écart entre les différents rendements est sensiblement le même les deux premières années et plus important la troisième année. L'analyse statistique révèle que cette différence n'est pas significative (**Tableau 5**).

Tableau 5 : Synthèse du test T de Student

Variances	t observé	Méthode	ddl	t critique	Pr > t	Seuil de signification
Inégales	2,402	Satterthwaite	3,797	2,836	0,078	0,05
Egales	2,402	Satterthwaite	4	2,776	0,074	0,05

Au seuil de signification $\alpha = 0,050$ on ne peut pas rejeter l'hypothèse nulle d'égalité des moyennes. Autrement dit, la différence entre les moyennes n'est pas significative.

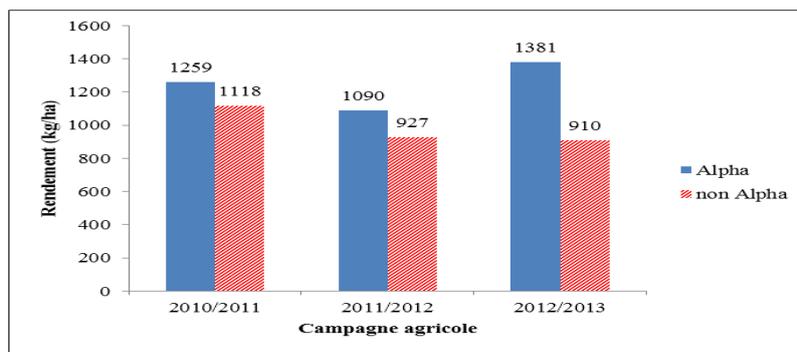


Figure 9 : Comparaison des rendements des adhérents selon le niveau d'alphabétisation

3-6. Marge après remboursement de l'intrant (MARI)

Une évolution graduelle des MARI/ha en fonction du temps est observée (**Figure 10**) et cela résulterait de la supériorité de la MARI/ha de la campagne 2012/2013 sur celles de 2011/2012 et de 2010/2011. En effet, la MARI/ha est de 108 639 FCFA en 2010/2011 contre 125 318 FCFA en 2011/2012 soit un écart de 16 679 FCFA et pour la campagne 2012/2013, elle est 128 229 FCFA ce qui représente un écart de 2 911 FCFA avec la campagne d'avant. Sur l'ensemble des trois campagnes on a une hausse de la MARI/ha de 19 590 FCA.

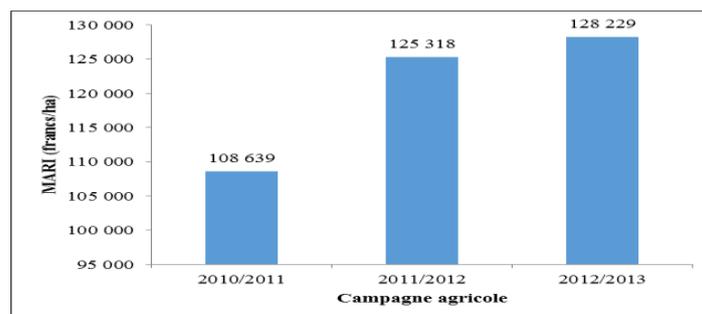


Figure 10 : Evolution de la MARI / ha de l'ensemble de l'échantillon

3-7. Comparaison de la Marge Après Remboursement de l'Intrant des adhérents et des non adhérents au Conseil à l'Exploitation

En comparant les données des adhérents à celles des non adhérents, de manière générale les MARI/ha des adhérents ont été plus importantes que celles des non adhérents (*Figure 11*) sur toutes les trois campagnes agricoles ; conséquence de l'influence du CEF sur le rendement.

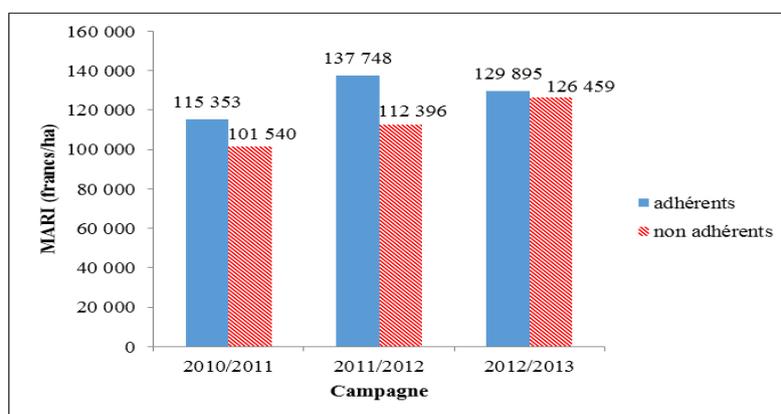


Figure 11 : Comparaison des MARI/ha des adhérents et des non adhérents

Cela s'explique par la nette supériorité des résultats de la campagne 2011/2012 des adhérents par rapport à ceux des non adhérents pour la même campagne. En effet pour la campagne 2011/2012, la MARI/ha est de 137 748 FCFA chez les adhérents contre 112 396 FCFA chez les non adhérents, soit un écart de 25 352 FCFA. Ces résultats corroborent avec ceux obtenus par Lalba [10].

3-8. Comparaison de la marge après remboursement de l'intrant des adhérents selon le niveau d'alphabétisation

La comparaison des MARI/ha des adhérents au CEF alphabétisés ou non alphabétisés montre des différences qui ne sont pas significatives (*Tableau 6*). Cela confirme que le CEF n'a pas été plus profitable aux adhérents alphabétisés qu'aux non alphabétisés. Les résultats sont contraires à ceux de [8] qui ont trouvé que plus le niveau de scolarité de l'exploitant est avancé, plus les pratiques agricoles sont bonnes et, meilleures sont les performances économiques; cet effet est plus prononcé chez ceux qui détiennent une formation agricole.

Tableau 6 : Synthèse du test *T* de Student

Variances	t observé	Méthode	Ddl	t critique	Pr > t	Seuil de signification
Inégales	0,229	Satterthwaite	3,958	2,788	0,830	0,05
Egales	0,229	Satterthwaite	4	2,776	0,830	0,05

Au seuil de signification Alpha = 0,050 on ne peut pas rejeter l'hypothèse nulle d'égalité des moyennes. Autrement dit, la différence entre les moyennes n'est pas significative.

3-9. Propositions techniques pour améliorer le système actuel de vulgarisation de la SOFITEX

Les propositions techniques pour l'amélioration du système de vulgarisation sont les suivantes :

- Renforcer les compétences des agents vulgarisateurs à travers des formations continues ;
- Doter en matériels pédagogiques conséquents (surtout audio-visuel), les personnels d'appui-conseil aux regards des besoins de formation de plus en plus croissant dans un milieu paysan en perpétuel mutation ;
- Associer d'avantage les producteurs au processus de mise au point et de mise en œuvre des innovations à travers les expérimentations en milieu paysan ;
- Mettre l'accent sur la radiodiffusion partout où les installations existent et même en créer car de plus en plus les producteurs adhèrent aux médias ;
- Assurer un accompagnement conséquent des producteurs dans l'alphabétisation ;
- Respecter un quota d'encadrement par agent pour optimiser l'efficacité du travail d'accompagnement.

Du point de vue de la formation des formateurs, [11, 12] affirme que seuls des cadres de haut niveau peuvent trouver des solutions techniquement valables aux problèmes vécus par les paysans qui attendent des solutions spécifiques à leurs problèmes. Cette logique du formateur bien formé sur le plan pédagogique et maîtrisant les contenus de savoirs à dispenser, est d'ailleurs très présente dans le système actuel de vulgarisation agricole, le « système formation et visites ». En effet, les formateurs-vulgarisateurs suivent périodiquement des formations visant à les mettre à jour par rapport aux nouveaux savoirs en vigueur. A cet effet, les liens entre les vulgarisateurs et les milieux de la recherche scientifique sont renforcés dans une optique de formation continue. En considérant que l'analphabétisme limite les capacités d'apprentissage et de rétention des savoirs et partant, le transfert des apprentissages, l'alphabétisation fonctionnelle des populations est envisagée en vue de favoriser le développement de leurs capacités de lecture et d'écriture. Elle devient alors systématique pour certains producteurs, notamment pour ceux qui sont secrétaires dans leur GPC. La conception et l'analyse des besoins de formation sont perçues comme des étapes essentielles du processus de planification des activités de formation. Pour [11], il s'agit d'aider la communauté villageoise à procéder à une véritable auto-analyse de sa situation et ceci sur tous les plans. Cette auto-analyse préalable permettrait aux producteurs de bien mesurer l'importance des enjeux et donc de soutenir les activités éducatives lorsqu'elles sont perçues comme nécessaires. Dans le domaine de la vulgarisation agricole, l'amélioration des pratiques de conception et d'analyse des besoins s'est concrétisée par l'instauration d'un processus permanent, qui consiste en l'identification continue des difficultés auxquelles les producteurs font face dans leurs activités agricoles. Ce processus implique désormais les producteurs agricoles, qui expriment les difficultés vécues, soit de façon spontanée ou sur incitation du vulgarisateur.

Les difficultés ainsi recueillies, constituent une base décisionnelle de définition des programmes et des contenus de vulgarisation. De nombreux travaux de recherche, notamment en anthropologie ont mis en évidence la nécessité de considérer les savoirs locaux ou populaires comme étant des savoirs pertinents et répondant à des logiques particulières dans les contextes où ils sont utilisés. Il s'agit de reconnaître l'existence de ces savoirs et de partir de l'hypothèse que les populations sont dotées de ressources (politiques, techniques, cognitives, interprétatives) et ne se caractérisent donc pas par l'absence ou le manque de compétences, de services, de techniques [13]. Sur le plan éducatif, cela reviendrait à concevoir les savoirs indigènes non plus comme des idées préconçues, fausses et dangereuses qu'il faut disqualifier mais comme des supports à la transmission des nouveaux savoirs. Ainsi pour [14], la formation ne devrait plus se limiter à une simple transmission de connaissances, mais tenir compte du fait qu'elle constitue un choc entre des langages et entre des modalités différentes de la connaissance.

Pour répondre à cette exigence, les démarches pédagogiques actuelles tendent de plus en plus à identifier les savoirs préalables des acteurs apprenants et à les intégrer dans les processus de formation.

La situation économique précaire de la majorité des populations vivant en zone rurale africaine est considérée comme un des principaux handicaps au transfert des apprentissages. En effet, l'application de certains savoirs et l'acquisition de certaines technologies recommandées en vulgarisation agricole, impliquent généralement des coûts que la plupart des producteurs ne peuvent honorer.

4. Conclusion

La vulgarisation et le conseil agricole revêtent une importance stratégique pour les exploitations familiales. Ils constituent, pour les exploitations familiales, des stimulants essentiels aux changements nécessaires pour s'adapter à l'évolution constante du monde et à la transition vers des systèmes de production capables de nourrir durablement le monde et surtout de lutter efficacement contre la pauvreté au niveau local. Cependant, les dispositifs de conseil mis en œuvre n'échappent pas toujours aux critiques. En effet, des outils et approches mal choisis et adaptés à un contexte qui ne sied pas, donne rarement des résultats probants. Il s'avère dès lors nécessaire de relever le défi de l'adaptation de ces outils et approches aux contextes présidant à leur mise en œuvre, afin de guérir l'agriculture familiale de ses maux, d'asseoir une sécurité alimentaire durable pour les paysans et lutter efficacement contre la pauvreté. De nombreux programmes d'activités ont permis à la SOFITEX d'entreprendre d'importants investissements dans le domaine de la formation, au profit des exploitations des régions cotonnières de Dédougou et de Houndé. En dépit de ces actions, les effets des formations et des visites sur les pratiques et rendements agricoles restent peu perceptibles, notamment en production végétale. Un des programmes le plus important d'appui conseil aux producteurs SOFITEX, a été le CEF ; il a développé des outils d'aide à la décision, de gestion et de prévision à leurs profits. La comparaison des niveaux de productions (rendements, MARI/ha) des adhérents et des non adhérents au CEF a donné des différences non significatives. Cette analyse montre que pour augmenter les rendements à travers l'utilisation accélérée des innovations agricoles à grande échelle, il y a une nécessité d'aller au-delà des récriminations faites aux institutions de recherche et de vulgarisation agricole. Ainsi, l'existence d'un environnement incitatif en amont et en aval de la production apparaît tout aussi primordial. Aussi, quelques limites décelées dans l'action de la vulgarisation constituent les éléments de recommandations de cette étude. Les principales limites recensées, sont essentiellement d'ordre technique lié à la vulgarisation des pratiques innovantes. Il sera cependant plus intéressant que d'autres études similaires portant sur d'autres aspects de la vulgarisation agricole puissent avoir lieu pour confirmer les tendances ici constatées et, permettre à la SOFITEX d'asseoir une véritable stratégie de développement agricole dans sa zone d'intervention.

Références

- [1] - M. JON, Option de vulgarisation agricole en Afrique tropicale. Wageningen: Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale, ouvrage, (1994) 10 - 212.
- [2] - W. RIVIERA, K. QUAMAR, H. MWANDEMERA, An Analytical and Comparative review of country studies on agricultural knowledge and information systems for rural development. Rome: Information Division, FAO, (2005) 5 - 115.
- [3] - K. QAMAR, Moderniser les systèmes nationaux de vulgarisation agricole: Guide pratique à l'intention des décideurs politiques des pays en développement. Rome: FAO, Rapport, (2007) 12 - 82.
- [4] - H. MAHR, Le Système National de Vulgarisation et d'Appui Conseil Agricoles BURKINA FASO, (2010) 7 - 68.

- [5] - S. LOUGUE and L. M. ZAN, Monographie de la boucle du Mouhoun. Ouagadougou: Institut National de la Statistique et de la Démographie, (2009).
- [6] - P. DUGUE and G. FAURE, Appui à la mise en place d'un dispositif de suivi - évaluation des effets et de l'impact des démarches de Conseil à l'Exploitation Familiale au Burkina Faso. Cas du CAGEF (Dédougou) et de l'UPPA du Nayala (Toma) CIRAD, Montpellier CEDEX, (2012).
- [7] - R. CAMILLE, Étude de la vulnérabilité du paysannat cotonnier dans la région Est du Burkina Faso, Fondation pour agriculture et ruralité dans le monde (FARM), (2007) 15 - 68.
- [8] - T. HAMEL and M. MORISET, Formation, pratiques et performances agricoles au Québec GREPA (Groupe de recherche en économie et politique agricole) de l'Université Laval, livre, (1993).
- [9] - S. J. ZOUNDI and L. HITIMANA, Défis de l'accès des exploitations familiales aux Innovations agricoles en Afrique de l'Ouest: implications institutionnelles et politiques Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, OCDE, Paris, (2007) 1 - 15.
- [10] - A. LALBA, Evaluation de l'impact / Effets du conseil aux exploitations familiales dans la zone d'intervention de la SNV. Rapport d'enquête, (2010) 1 - 68.
- [11] - G. BELLONCLE, Comment associer les producteurs : Pour une approche «Participative » de la recherche et de la vulgarisation. In : Recherche, vulgarisation et développement rural en Afrique noire, colloque de Yamoussoukro, Focal Coop, Ministère de la coopération, Paris, (1987) 183 - 203.
- [12] - G. BELLONCLE, La question éducative en Afrique noire, «Afrique et développement», Paris : éditions Karthala, (1984) 35 - 251.
- [13] - P. L. DELVILLE, Savoirs populaires et agents de développement, In D'un savoir à l'autre, les agents de développement comme médiateurs, GRET Ministère de la coopération, Paris, (1991) 1 - 204.
- [14] - C. BELISLE, B. SCHIELE, Les savoirs dans les pratiques quotidiennes. Recherche sur les Représentations, Lyon : ed. Du CNRS, (1984) 220 - 358.

Annexe : Fiche d'enquête pour les producteurs

A. Informations générales

No fiche : / /

Date d'enquête :

Caractéristiques	Réponses
1. Village	
2. Département	
3. Province	
4. Zone cotonnière	

B. Caractérisation de l'interviewé

Caractéristiques	Code des réponses	Réponses
1. Nom et prénom(s) de l'enquêté	<i>Inscrire le nom</i>	
2. Sexe	<i>1 = masculin ; 2 = féminin</i>	
3. Age	<i>Inscrire le nombre d'année</i>ans
4. Situation matrimoniale de l'exploitant	<i>1 = marié(e) ; 2 = divorcé(e) ; 3 = veuf (ve) ; 4 = célibataire</i>	
5. Niveau d'instruction de l'exploitant	<i>Inscrire le nombre d'années passées à l'école (redoublement non compris)</i>ans
6. Alphabétisation	<i>1 = oui ; 2 = non</i>	

C. Information sur la capacité de production cotonnière de l'interviewé

1. Principale culture en termes de superficie ces trois dernière années	<i>1 = coton ; 2 = maïs ; 3 = niébé ; 4 = sorgho ; 5 = mil ; 6 = arachide ; 7 = soja ; 8 = autres (à préciser)</i>	a. b. c.
2. Superficie totale cultivée pour le producteur ces trois dernières années	Inscrire la superficie en ha	a. b. c.
3. Superficie de coton cultivé ces trois dernières années	<i>Inscrire la superficie en ha</i>	a. b. c.
4. Principale culture en termes de revenu ces 3 dernières années	<i>1 = coton ; 2 = maïs ; 3 = niébé ; 4 = sorgho ; 5 = mil, 6 = arachide ; 7 = soja ; 8 = autres (à préciser)</i>	a. b. c.
5. Nombre d'années d'expérience dans la production du coton	<i>Inscrire le nombre</i>ans
6. Nombre d'ouvriers permanents ces trois dernières années	<i>Inscrire le nombre</i>	a. b. c.
7. Nombre d'ouvriers saisonniers ces trois dernières années	<i>Inscrire le nombre</i>	a. b. c.
8. Rendements de la production de coton ces trois dernières années	<i>Inscrire la quantité en tonne</i>	a. b. c.
9. Rentabilité financière de votre production ces trois dernières années	<i>Inscrire la somme en francs CFA</i>	a. b. c.

a = 1^{ère} année ; b = 2^{ème} année ; c = 3^{ème} année

D. Différents outils et matériels agricoles utilisés pour la production

Outils /Matériels	Nombre	Durée de vie ¹
Houe – manga		
Charrue		
Sarcler		
Butteur		
Charrette		
Bœufs de traits		
Motoculteur		
Pulvériseur		
Daba		
Coupe-coupe		
Tracteur		
Charrue tracteur		
Charrette tracteur		
Autres (à préciser)		

- **Durée de vie** : c'est le nombre d'années depuis l'acquisition de l'outil/matériel

E. Contact avec les services de vulgarisation

Caractéristiques	Code des réponses	Réponses
1. Avez-vous des contacts avec des structures d'accompagnement (appui conseil, recherche) : vulgarisation	1 = Oui ; 2 = Non	
2. Si oui préciser la ou lesquelles	1 = SOFITEX ; 2 = INERA ; 3 = Structures privées ; 4 = Projet ou ONG	
3. Nombre de visites de la structure de vulgarisation	Inscrire le nombre	
4. Quels sont les moyens de contact avec la structure de vulgarisation en cas de problème?	1 = Téléphone portable ; 2 = visite à l'encadreur ; 3 = Autre (à préciser)	

F. Actions menées par les services de vulgarisation

1. Existe-t-il une station radio communautaire dans votre zone cotonnière ?

Oui Non si non passé à la question 7

2. Diffuse-t-elle des émissions agricoles ? Oui Non

3. Disposez-vous d'un poste radio fonctionnel ? Oui Non

4. Si oui écoutez-vous ses émissions agricoles ? Oui Non

5. Ses émissions sont-elles diffusées en langue locale ? Oui Non

6. Ces informations radio vous permettent-elles d'améliorer vos méthodes de travail ?

Oui Non

Pourquoi :

7. Avez-vous déjà reçu une formation ? Oui Non

8. Si oui combien de formation avez-vous déjà bénéficié ?

9. Donnez trois thèmes qu'on vous a développés pendant vos différentes formations :

a.

b.

c.

9. Ces formations sont-elles diffusées dans une langue que vous comprenez ? Oui Non

10. Ces formations répondent-elles à vos attentes ? Oui Non

Justifiez :

11. Combien de visites des agents d'encadrement recevez-vous en moyenne par saison (les trois dernières années pour suivre votre travail et vous conseiller ?

12. Où ont lieu ces visites ? -domicile - champ autres (à préciser) :

13. Ces visites ont-elles permis d'améliorer vos méthodes de production et vos rendements importants?

Oui Non

Si oui en quoi sont elles importantes :

.....
Si non pourquoi :
.....

14. Les messages que vous recevez des agents d'encadrements ont-ils un lien avec :

Votre niveau d'équipement ? *Oui* *Non*

Votre niveau d'alphabétisation ? *Oui* *Non*

15. Pensez-vous qu'en regroupant les producteurs selon le niveau d'équipement, cela peut favoriser l'apprentissage ? *Oui* *Non*

Si oui comment :

.....
.....
.....

Si non pourquoi?

.....
.....
.....

16. Pensez-vous qu'en regroupant les producteurs selon le niveau d'alphabétisation, cela peut favoriser l'apprentissage ? *Oui* *Non*

Si oui, comment :

.....
.....
.....

Si non pourquoi ?

.....
.....
.....